



Déclaration Liminaire au CDAS de l'Eure

Évreux, le 14 juin 2022

Madame la Présidente,

Pour SOLIDAIRES Finances, l'action sociale est au cœur des besoins des agent.e.s de l'Etat, titulaires ou non, en activité ou à la retraite.

Elle doit répondre aux besoins sociaux en termes de logement, de restauration, de petite enfance, de loisirs et apporter une solution aux difficultés de toutes celles et de tous ceux confronté.e.s aux accidents et aléas de la vie.

Elle doit être porteuse de valeurs de solidarité, de partage, d'aide aux plus démunis.e.s et contribuer à améliorer les conditions de vie quotidienne des agent.e.s, d'autant plus dans le contexte actuel de perte de pouvoir d'achat depuis de très longues années, et dernièrement d'une inflation galopante. Cependant, ce n'est pas le choix de l'administration qui n'a de cesse depuis plusieurs années de la déstructurer, de la démanteler, pour mieux l'affaiblir. SOLIDAIRES Finances, le dénonce et nous le combattons. Nous continuerons de le faire pour et dans l'intérêt du plus grand nombre.

Lors du CNAS du 31 mars dernier, il a été présenté le protocole relatif à l'accompagnement individualisé des agents dans le cadre des transformations de la DGFIP (prime à l'installation, aides à la propriété, ...).

Si SOLIDAIRES Finances se félicite, dans cette nouvelle version, d'avoir obtenu la rétroactivité de ce dispositif au 1^{er} janvier 2021, au lieu du 1^{er} septembre 2021, et l'élargissement à l'ensemble des transformations de la DGFIP, nous déplorons cependant que le point de départ de 2019 n'ait pas été retenu.

Ce protocole vise à formaliser le rôle des services RH des directions de la DGFIP et les délégations d'action sociale en vue de l'amélioration de l'accompagnement de l'installation des nouveaux agents.

Or, aujourd'hui, les services RH des directions territoriales sont réduites à peau de chagrin, et les délégations d'actions sociales sont en passe d'être régionalisées. Comment pourrait-on voir une amélioration de l'accompagnement de ces nouveaux collègues avec cette perte de proximité ?

Alors qu'en région parisienne, l'Alpaf organise l'installation des nouveaux collègues et prévoit des logements, dans l'Eure, il n'en est rien ! Devant le grand nombre de sollicitations auprès de SOLIDAIRES Finances, compte tenu du contexte tendu du marché de l'immobilier, et devant le nombre croissant d'éloignements familiaux, serait-il possible de prévoir des logements pour les futures arrivées, au-delà d'une simple liste de noms de bailleurs ?

Concernant la réforme de l'organisation de l'action sociale, avez-vous des éléments plus précis depuis le dernier CDAS ?

Les représentants de Solidaires Finances au CDAS de l'Eure.